

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 1910.

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1910 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère des Travaux Publics pour l'exercice 1910 s'élève à 17,960,752 francs.

Il présente une augmentation de 43,173 francs sur les crédits alloués en 1909.

Les dépenses ordinaires sont en augmentation de 47,250 francs; les dépenses exceptionnelles, en diminution de 4,077 francs.

DANS LES SECTIONS.

Le projet de Budget a été adopté par toutes les sections. Les votes se sont répartis de la façon suivante :

	Oui.	Non.	Abstention.
	—	—	—
1 ^{re} section	8	2	1
2 ^e —	7	1	0
3 ^e —	7	0	0
4 ^e —	7	4	1
5 ^e —	9	2	0
6 ^e —	9	1	0
	47	10	2

(1) Budget, n° 4^{XIII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Drion, Debunne, Verhaegen, Royer, Maenhaut, van Limburg Stirum.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Plusieurs questions que des membres de la section centrale désiraient voir poser à M. le Ministre, concernent le Budget extraordinaire. La section centrale n'a soumis au chef du Département que les questions entrant dans le cadre du Budget des Travaux Publics. On les trouvera ci-après, avec les réponses du Gouvernement et les observations que ces réponses ont provoquées de la part de la section centrale.

Un membre a tenu à exprimer sa satisfaction au Ministre, au sujet de l'allocation d'un crédit de 50,000 francs en vue des travaux de restauration de l'ancien château des comtes de Flandres, à Gand, et de quelques maisons qui avoisinent le château.

La section centrale s'est associée à lui à ce propos.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR M. LE MINISTRE DES FINANCES.

M. le président de la Chambre des Représentants a communiqué à la section centrale la lettre ci-dessous qu'il a reçue de M. le Ministre des Finances:

Bruxelles, le 3 février 1910.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à deux amendements à apporter au projet de Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1910.

» Les modifications de chiffres qui résultent de ces amendements se compensant entre elles, aucun changement ne doit être apporté au total dudit projet de Budget.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Ministre,*

» JUL. LIEBAERT. »

NOTE.

AMENDEMENTS.

Première section. — Dépenses ordinaires.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

ADMINISTRATION CENTRALE.

HOOFDBESTUUR.

ART. 2. — *Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service. — Traitements des employés de province détachés à l'Administration centrale.* . . . fr. 525,000 »

ART. 2. — *Jaarwedden der ambtenaren, beambten en bedienden. — Jaarwedden der beambten uit de provinciën naar het Hoofdbestuur verzonden.* . . . fr. 525,000 »

On propose d'augmenter de 4,500 francs le crédit porté au projet de Budget. Cette somme représente le traitement d'un fonctionnaire de l'Administration centrale qui était payé jusqu'ici sur le crédit des services extérieurs (art. 15).

CHAPITRE II.

HOOFDSTUK II.

ADMINISTRATION
DES PONTS ET CHAUSSÉES
DANS LES PROVINCES.

BESTUUR
DER BRUGGEN EN WEGEN
IN DE PROVINCIEËN.

Personnel des Ponts et Chaussées et
des Bâtimens civils.

Personeel van Bruggen en Wegen en
van de Burgerlijke gebouwen.

ART. 15. — *Inspecteurs généraux, ingénieurs et conducteurs des Ponts et Chaussées; ingénieurs et conducteurs adjoints: traitements, frais de bureau et de déplacement. — Jurys d'examens, frais divers.*

Fr. 1,704,600 »

ART. 15. — *Inspecteurs-generaal, ingenieurs en conducteurs van Bruggen en Wegen; adjunct-ingenieurs en conducteurs: jaarwedden, kantoorkosten en kosten van verplaatsing. — Jury's bij examina, allerhande uitgaven.* fr. 1,704,600 »

Le crédit est diminué de 4,500 francs, somme transférée à l'article 2.

La section centrale adopte les deux amendements proposés par M. le Ministre des Finances et invite la Chambre à en faire autant.

QUESTION.

La section centrale demande que les entrepreneurs de rechargement, de repavage ou d'autres réfections sur les routes de l'État soient obligés de laisser un passage suffisant pour les véhicules, sauf le cas de force majeure.

Elle prie M. le Ministre de lui faire connaître si des instructions nouvelles seront données à ce propos.

RÉPONSE.

Tous les cahiers des charges anciens et nouveaux, régissant les entreprises de l'espèce, contiennent une clause prescrivant de laisser un passage suffisant pour les véhicules. Mais il arrive trop souvent que les pouvoirs communaux, sollicités par les entrepreneurs, interdisent la circulation pendant l'exécution des travaux.

* * *

La section centrale émet le vœu que les agents de l'administration des Ponts et Chaussées tiennent la main à l'exécution de cette clause du cahier des charges et, qu'au besoin, ils dressent des procès-verbaux à charge des entrepreneurs.

QUESTION.

Monsieur le Ministre a-t-il pris une décision relativement aux frais d'entretien des vélos des cantonniers de l'État ?

RÉPONSE.

Une solution interviendra prochainement.

QUESTION.

Où en sont les travaux d'établissement de pistes cyclables le long des routes de l'État en Flandre Orientale, entr' autres le long de la route de Wondelgem à Watervliet ?

Ces travaux se poursuivent normalement. La piste de Wondelgem à Watervliet sera commencée cette année.

QUESTION.

Des ouvriers paveurs travaillant pour le compte de l'État à Eerneghem, près d'Ostende, n'auraient pas reçu le salaire minimum prescrit.

Cette plainte est-elle justifiée ?

RÉPONSE.

Ces ouvriers, qui travaillaient pour le compte d'un entrepreneur de l'État, ont reçu un salaire supérieur à celui fixé par le cahier des charges régissant l'entreprise.

QUESTION.

Où en sont les études relatives à la construction du canal destiné à relier le futur bassin houiller du Limbourg au canal de Louvain, et les études relatives à l'amélioration du canal de Louvain et à son raccordement au canal maritime de Bruxelles ?

RÉPONSE.

Le canal de Louvain à la Dyle n'est pas administré par l'État ; l'amélioration de cette voie navigable n'est donc pas de la compétence de mon Département.

Il n'a été procédé jusqu'ici à aucune étude définitive de la canalisation du Démer entre Diest et Werchter et de la construction de deux nouveaux canaux pour relier le Démer, d'une part, en amont, au canal d'embranchement vers Hasselt et, d'autre part, en aval, au canal de Louvain à la Dyle.

Une simple étude d'avant-projet a été faite.

QUESTION.

Quand compte-t-on entamer la réfection de la chaussée de Louvain à Diest, chaussée qui se trouve dans un état déplorable ?

RÉPONSE.

Il ne peut être question de la réfection de la route de Louvain à Diest, puisque le travail de renouvellement complet de la chaussée vient d'être terminé.

L'on a pu constater quelques dépressions çà et là dans le pavage, mais depuis plusieurs jours, les plus fortes sont supprimées et les autres le seront dès que le temps le permettra. Dans toutes les chaussées récemment reconstruites, il se produit de ces dépressions locales, mais de peu d'importance.

QUESTION.

Quand mettra-t-on en vigueur le nouveau règlement général sur la police de roulage ?

RÉPONSE.

En suite du vote par le Sénat du projet de loi sur la réglementation des automobiles et de la conférence internationale tenue à Paris en octobre 1909, les départements intéressés ont dû soumettre à un nouvel examen le projet de règlement qui était en élaboration. Les nouvelles dispositions pourront être publiées prochainement.

QUESTION.

Où en est l'élaboration de la liste des endroits qui doivent être considérés comme des agglomérations, le long des routes de l'Etat ?

RÉPONSE.

Les listes que j'ai fait dresser seront publiées incessamment.

QUESTION.

Sur quelles routes M. le Ministre compte-t-il faire cette année des essais de goudronnage pour remédier à la poussière soulevée par les automobiles ?

RÉPONSE.

Des essais de goudronnage seront faits sur l'avenue de Tervueren, sur les routes de Lanaeken à Maeseyck, d'Angleur à Esneux, de Wépion à Dinant, et probablement sur d'autres routes encore.

QUESTION.

Il n'y a plus eu, depuis 1907, d'examens pour le recrutement des commis-adjoints et des surveillants des Ponts et Chaussées.

M. le Ministre ne pourrait-il prescrire que des examens de l'espèce soient organisés très prochainement, d'une part, entre les auxiliaires ordinaires de bureau et les auxiliaires dessinateurs et, d'autre part, entre les auxiliaires surveillants actuellement en service?

La section centrale émet le vœu que ces examens aient exactement le programme de ceux qui ont eu lieu en 1907, les auxiliaires actuels n'ayant pu se préparer à des épreuves dont les matières seraient plus étendues. Elle espère, d'autre part, que tous les auxiliaires actuels seront admis aux examens, à l'exclusion des candidats étrangers à la pratique du service administratif. Ces derniers ne devraient être autorisés à se présenter à l'examen que si les auxiliaires actuels ne réussissaient pas, en nombre suffisant, à subir avec succès l'épreuve prescrite.

La section centrale apprendrait avec satisfaction que ces vues sont partagées par M. le Ministre.

RÉPONSE.

Il entrerait dans mes intentions d'appeler à un examen spécial tous les auxiliaires qui, au 1^{er} janvier de cette année, auraient été admis au service de mon département.

Je suis heureux de pouvoir annoncer à la section centrale que la date de cette épreuve sera fixée à bref délai et que les matières du programme seront celles de l'examen de 1907.

Il n'est pas nécessaire, pour le moment, de recruter de nouveaux aides-temporaires surveillants.

QUESTION.

Le tableau du personnel qui figure à la page 22 du projet de Budget montre que, si l'état-major est devenu plus important, l'effectif normal, dans plusieurs postes inférieurs, n'est pas atteint.

Il y a des promotions à faire.

La section centrale y appelle l'attention de M. le Ministre des Travaux Publics.

Elle lui soumet également un travail comparatif relatif au dernier barème des traitements. D'après ce travail, le barème serait désavantageux à certains intéressés. La section centrale voudrait recevoir à ce propos des éclaircissements.

RÉPONSE.

Les cadres seront remplis dès que les ayants droit se trouveront dans les conditions réglementaires pour obtenir leur promotion.

Les renseignements produits, en ce qui concerne le barème d'avancement, sont erronés et ne permettent pas d'examiner le bien-fondé de la réclamation des intéressés.

QUESTION.

Sur quel poste du Budget sont inscrits les frais d'achat et d'entretien des automobiles et des canots automobiles qu'utilisent les agents du Ministère des travaux publics?

Les indemnités de déplacement des fonctionnaires qui utilisent les automobiles sont-elles fixées comme elles l'étaient quand les déplacements s'effectuaient par voie ferrée ou autrement?

RÉPONSE.

En ce qui concerne le service des automobiles de l'État, l'imputation se fait sur l'article du Budget ordinaire concernant l'entretien des routes depuis 1902, époque de l'organisation de l'inspection en automobile.

Quant aux deux seuls canots-automobiles que possède jusqu'ici l'administration des Ponts et Chaussées, ils ont été acquis, l'un pour les besoins du service spécial des canaux du Limbourg et d'Anvers, et l'autre pour la surveillance des travaux d'amélioration du canal de Gand à Terneuzen.

La dépense à laquelle ces acquisitions ont donné lieu a été prélevée sur les crédits alloués respectivement au Budget extraordinaire pour les canaux de Liège à Anvers et pour le canal de Gand à Terneuzen. Les frais d'entretien des deux canots sont imputés sur l'article du Budget ordinaire : « Entretien et amélioration des canaux et rivières » (article 12 du projet de Budget de 1910).

Depuis 1902, et en attendant que l'organisation du service des automobiles soit déterminée définitivement par un règlement organique, avec tarif spécial, réclamé par la Cour des comptes, cette dernière a admis jusqu'ici que les frais de déplacements soient évalués comme avant 1902.

Ce régime provisoire va prendre fin.

QUESTION.

Une Commission internationale est chargée de préparer la revision de la Convention conclue entre la Belgique et la Hollande, le 20 mai 1843, et réglant l'écoulement vers la Hollande des eaux provenant des terres basses des Flandres. Cette Commission a fait procéder tout le long de la frontière, tant en Belgique qu'en Hollande, à un important travail de recherche concernant tous les écoulements existants.

Ce travail, dont M. le Ministre des Travaux publics annonçait le prompt achèvement en réponse à une question posée à la Chambre le 24 février 1909, n'est-il pas encore terminé?

La situation d'environ dix mille hectares de terres basses, sises en Flandre Orientale et comprises dans les wateringues de l'Écluse Noire et des Isabelles, a été jugée si grave par les intéressés qu'ils n'ont pas hésité, en présence des retards constatés, à s'imposer une dépense d'environ 8,000 francs pour approfondir eux-mêmes, sur territoire hollandais, le canal destiné à conduire les eaux de leurs polders vers le Brackman.

Ce travail d'approfondissement du canal susdit obtiendra-t-il, comme l'ont demandé les intéressés, des subsides de l'État ?

D'autre part, la mise en bon état de la digue frontière dite « Vrije Dijk », le déclassement des digues des polders situées au Sud du « Vrije Dijk », l'adduction des eaux supérieures d'Ertvelde, Bouchaute, Assenede et Selzaete, dès avant leur entrée dans les polders, vers le canal latéral du canal de Terneuzen, en vue d'un écoulement plus aisé, sont-ils à la veille d'être exécutés et d'offrir aux habitants les sécurités nécessaires ?

RÉPONSE.

Le travail à faire sur le terrain, en vue des études de la Commission internationale chargée de la revision de la Convention conclue entre la Belgique et la Hollande le 20 mai 1843, est à peu près terminé.

Des instructions ont été données tout récemment pour qu'il soit achevé le plus tôt possible.

Mon Département examine la suite à réserver à la requête des wateringues réunies des Isabelles et de l'Écluse Noire, tendant à obtenir un subside de l'État du chef des dépenses effectuées en vue d'assurer l'évacuation de leurs eaux par le bras de l'Escaut dit « Brackman ».

L'intervention de l'État ne se justifierait que si les frais occasionnés par les dits travaux ne constituent pas une charge exclusive des associations dont il s'agit, et si, de plus, il était démontré que l'intérêt général est en jeu.

Mon Département fait procéder aux études préliminaires pour se rendre compte des travaux nécessaires à la consolidation de la digue dite « Vrije Dijk ». Une fois ces travaux arrêtés, il y aura lieu de provoquer un accord avec les polders intéressés, en vue de leur exécution.

La question de l'adduction vers le canal latéral du canal de Gand à Terneuzen des eaux des terres supérieures fait en ce moment l'objet d'un examen approfondi de la part de l'administration des Ponts et Chaussées, afin que les délégués belges à la Commission internationale soient en mesure de formuler devant celle-ci des propositions bien justifiées.

QUESTION.

Monsieur le Ministre a déclaré à plusieurs reprises que son administration s'occupe de dresser le projet des écluses maritimes à établir au Kruisschans, à l'aval d'Anvers, en vue de permettre l'accès des navires dans le canal-bassin et dans les darses en voie de creusement.

La section centrale désire savoir si, dans le tracé du chenal d'accès vers les écluses du Kruisschans, l'administration tient compte de la nécessité d'éviter

des envasements considérables et, par suite, onéreux pour le Trésor et gênants pour la navigation.

Le plan d'ensemble communiqué au Parlement prévoit un chenal qui, en cas de maintien de la rade actuelle du Kruisschans, aurait environ un kilomètre et demi de longueur.

D'après le témoignage d'hommes compétents, un chenal de cette étendue s'envaserait annuellement d'au moins cinq cent mille mètres cubes.

N'y aurait-il pas lieu d'adopter un emplacement d'écluse n'impliquant, en cas de maintien de la rade du Kruisschans, qu'une longueur de chenal de quelque trois cents mètres et ne donnant lieu, par suite, qu'à un envasement annuel environ cinq fois moindre?

RÉPONSE.

Ainsi que le Gouvernement l'a déclaré à différentes reprises déjà, le plan d'ensemble des installations maritimes au nord d'Anvers, communiqué au Parlement, n'est qu'un schéma.

Dans les études relatives au projet des écluses maritimes à établir au Kruisschans, études qui sont terminées, l'Administration s'est efforcée, en vue de réduire autant que possible les envasements, de ne donner au chenal d'accès que la longueur jugée nécessaire pour permettre aux navires d'amortir leur erre avant d'arriver aux écluses.

En cas de maintien de la rade actuelle du Kruisschans, la longueur du chenal sera beaucoup moindre que celle indiquée dans la question de la section centrale.

Toutefois, un chenal de 300 mètres de longueur serait évidemment insuffisant pour donner accès à des écluses construites en vue de recevoir des navires d'une longueur au moins égale à ce chiffre.

QUESTION.

Où en sont les travaux de grosses réparations entrepris à la Colonne du Congrès?

Le monument sera-t-il dégagé de l'échafaudage qui l'entoure, lors de la prochaine Exposition internationale de Bruxelles?

RÉPONSE.

Ces travaux seront terminés et les mesures sont prises pour que le monument soit dégagé pour le 15 avril.

QUESTION.

Dans quelle mesure le Palais du Roi et ses abords seront-ils dégagés des échafaudages et des clôtures qui les enserrent, lors de la prochaine Exposition de Bruxelles?

RÉPONSE.

Peut-être ne restera-t-il le 25 avril que l'échafaudage nécessaire à l'achèvement de la sculpture du fronton, d'ailleurs très avancée.

Les autres échafaudages auront disparu.

La clôture actuelle sera incessamment remplacée par une clôture provisoire à claire voie, de petite hauteur, et les travaux d'aménagement de la place des Palais seront terminés dans trois ou quatre mois.

QUESTION.

Répondant au Sénat, le 29 décembre 1909, à des demandes qui leur étaient adressées, MM. Liebaert, Ministre des Finances, et Delbeke, Ministre des Travaux publics, se sont exprimés dans les termes suivants au sujet de l'entretien des bâtiments de la Liste civile :

« *M. Liebaert, Ministre des Finances. — ... Enfin, quant à l'entretien des habitations royales, il incombe à la Liste civile, sauf en ce qui concerne les grosses réparations; celles-ci sont, en droit civil, assimilées aux constructions ou reconstructions et n'incombent ni à l'usufruitier ni à l'usager. C'est la règle appliquée à la Liste civile.* »

« *M. Delbeke, Ministre des Travaux publics. — Messieurs, l'honorable M. Houzeau de Lehaie me demande à qui incombe l'entretien des bâtiments de la Liste civile. La réponse est bien simple : les bâtiments de la Liste civile font partie de l'habitation royale que constitue le Palais de Bruxelles. En conséquence l'entretien ordinaire incombe à la Liste civile.* »

La section centrale prie M. le Ministre de lui faire connaître :

1° Quand seront entamés les travaux de grosse réparation qui s'imposent depuis longtemps aux bâtiments de la Liste civile, notamment le recrépissage partiel des murs à l'extérieur, la peinture des châssis, des boiseries et des façades?

2° Quelle mesures seront prises à l'avenir pour que les grosses réparations à effectuer aux habitations royales puissent être exécutées en temps opportun?

Un accord ne pourrait-il être établi, à ce propos, entre le Ministre des Travaux publics et la Liste civile, accord en vertu duquel l'examen détaillé des habitations royales et de leurs dépendances, tant au point de vue des dépenses d'entretien ordinaire qu'à celui des grosses réparations, serait fait contradictoirement, à des époques à déterminer, par des délégués à désigner, d'une part, par le Ministre des Travaux publics, et, d'autre part, par la Liste civile?

RÉPONSE.

1° Le recrépissage partiel des murs à l'extérieur, la peinture des châssis, des boiseries et des façades de la Liste civile vont être entrepris et seront terminés pour l'ouverture de l'Exposition universelle.

2° Pareil accord est désirable et sera proposé.

Le projet de budget a été adopté à l'unanimité des membres présents,
La section centrale a également donné son approbation au rapport.
moins deux.

Le Rapporteur,

VERHAEGEN.

Le Président,

ALP. HARMIGNIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1910.

Begrooting van het Ministerie van Openbare Werken voor het dienstjaar 1910 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Openbare Werken voor het dienstjaar 1910 bedraagt 17,960,732 frank.

Er is eene vermeerdering van 43,175 frank op de kredieten, in 1909 toegestaan.

De gewone uitgaven zijn 47,250 frank hoger; de uitzonderlijke zijn 4,077 frank lager.

IN DE AFDEELINGEN.

Het ontwerp van Begrooting werd goedgekeurd in al de afdeelingen. Er is gestemd als volgt :

	Ja.	Neen.	Onthoudingen.
	—	—	—
1 ^e afdeeling	8	2	1
2 ^e —	7	1	0
3 ^e —	7	0	0
4 ^e —	7	4	1
5 ^e —	9	2	0
6 ^e —	9	1	0
	—	—	—
	47	10	2

(1) Begrooting, nr 4^{XIII}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren Drion, Debunne, Verhaegen, Royer, Maenhaut, van Limburg Stirum.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

Verscheidene vragen, die leden der Middenafdeeling verlangden den heer Minister te doen stellen, betreffen de Buitengewone Begrooting. De Afdeeling richtte tot den heer Minister enkel de vragen die in verband staan met de Begrooting van Openbare Werken. Men vindt ze verder, met de antwoorden van de Regeering en de aanmerkingen van de Middenafdeeling.

Een lid drukt den Minister zijne tevredenheid uit, omdat een krediet van 50,000 frank is toegestaan voor de herstelling van het Gravenkasteel te Gent en van eenige huizen in de nabijheid.

De Middenafdeeling sloot zich hierbij aan.

AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DEN HEER MINISTER
VAN FINANCIËN.

De heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers deelde aan de Middenafdeeling mee den volgenden brief, door hem ontvangen vanwege den heer Minister van Financiën.

Brussel, 3 Februari 1910.

Den Heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

« MIJNHEER DE VOORZITTER,

« Ik heb de eer u over te maken eene nota betreffende twee amendementen op het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Openbare Werken voor het dienstjaar 1910.

» De wijzigingen in de cijfers, waartoe deze amendementen aanleiding geven, wegen tegen elkander op; het geheel bedrag van het ontwerp van Begrooting verandert dus niet.

» Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering van mijne hoogachting.

» *De Minister,*

» J. LIEBAERT. »

NOTA.

AMENDEMENTEN.

Première section. — Dépenses ordinaires.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

ADMINISTRATION CENTRALE.

MIDDENBESTUUR.

ART. 2. — *Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service. — Traitements des employés de province détachés à l'Administration centrale. . . . fr. 525,000 »*

ART. 2. — *Jaarwedden der ambtenaren, beambten en bedienden. — Jaarwedden der beambten uit de provinciën naar het Middenbestuur verzonden . . . fr. 525,000 »*

Er wordt voorgesteld het krediet van 4,500 frank, uitgetrokken in het ontwerp van Begrooting, te verhoogen. Deze som is de jaarwedde van een ambtenaar van het Hoofdbestuur, tot nog toe betaald op het krediet der uitwendige diensten (art. 15).

CHAPITRE II.

HOOFDSTUK II.

ADMINISTRATION
DES PONTS ET CHAUSSÉES
DANS LES PROVINCES.

BESTUUR
DER BRUGGEN EN WEGEN
IN DE PROVINCIËN.

Personnel des Ponts et Chaussées et
des Bâtimens civils.

Personeel van Bruggen en Wegen en
van de Burgerlijke Gebouwen.

ART. 15. — *Inspecteurs généraux, ingénieurs et conducteurs des Ponts et Chaussées; ingénieurs et conducteurs adjoints: traitemens, frais de bureau et de déplacement. — Jurys d'examens, frais divers.*

Fr. 1,704,600 »

ART. 15. — *Inspecteurs-generaal, ingenieurs en conducteurs van Bruggen en Wegen; adjunct-ingenieurs en conducteurs: jaarwedden, kantoorkosten en kosten van verplaatsing. — Examenjurijs, allerhande uitgaven . . . fr. 1,704,600 »*

Het krediet wordt verminderd met 4,500 frank. Deze som is overgebracht naar artikel 2.

De Middenafdeeling vereenigt zich met de twee amendementen, ingediend door den heer Minister van Financiën, en verzoekt de Kamer ze insgelijks aan te nemen.

VRAAG.

De Middenafdeeling vraagt dat, behalve in gevallen van hoogere macht, de ondernemers van het ophoogen, het herkasseien of van andere herstellingswerken op de Rijkswegen worden verplicht voldoende ruimte te laten voor de voertuigen.

Zij verzoekt den heer Minister haar te melden of er te dien einde nadere onderrichtingen zullen worden gegeven.

ANTWOORD.

In al de oude en nieuwe bestekken tot regeling van soortgelijke ondernemingen komt een beding voor, krachtens welk een vrije doorweg moet worden gelaten voor de rijtuigen. Het gebeurt echter maar te dikwijls dat de gemeentebesturen, op verzoek van de ondernemers, het verkeer verbieden gedurende de uitvoering der werken.

* *

De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat de beambten van het bestuur van Bruggen en Wegen er zorg voor dragen, dat dit beding van het bestek worde nageleefd, en, bij voorkomend geval, proces-verbaal opmaken ten laste van de ondernemers.

VRAAG.

Heeft de heer Minister eene beslissing genomen betreffende de onderhoudskosten voor de rijwielen der kantonniërs van den Staat?

ANTWOORD.

Eerlang wordt eene beslissing genomen.

VRAAG.

Hoever staat het met het aanleggen van banen voor wielrijders langs de Rijkswegen van Oost-Vlaanderen, namelijk langs de baan van Wondelgem op Watervliet?

ANTWOORD.

Die werken worden geregeld voortgezet. Met het aanleggen der baan voor wielrijders, van Wondelgem op Watervliet, wordt dit jaar een aanvang gemaakt.

VRAAG.

Kasseileggers, werkende voor rekening van den Staat te Eernegem bij Oostende, zouden het voorgeschreven minimum niet ontvangen hebben.

Is deze klacht gegrond?

ANTWOORD.

Bedoelde kasseileggers, die werkten voor rekening van een ondernemer van den Staat, hebben een hooger loon getrokken dan dit bepaald door het bestek van bedoelde onderneming.

VRAAG.

Hoever staat het met de studiën betreffende het graven van de vaart, die het toekomstig kolenbekken van Limburg moet verbinden met de vaart van Leuven, en met de studiën betreffende het verbeteren van de vaart van Leuven en hare verbinding met de zeevaart van Brussel?

ANTWOORD.

De vaart van Leuven naar de Dyle staat niet onder 's Rijks beheer; het verbeteren van die vaart hangt dus niet af van mijn Bestuur.

Tot nog toe werd nog niet overgegaan tot de eindstudie van de bevaarmaking van den Demer tusschen Diest en Werchter, en tot het graven van twee nieuwe vaarten om den Demer te verbinden, eenerzijds, stroomopwaarts met de vertakkingsvaart op Hasselt en, anderzijds, stroomopwaarts met de vaart van Leuven naar de Dyle.

Er werd enkel een voorontwerp bestudeerd.

VRAAG.

Wanneer maakt men een aanvang met de herstellingswerken van den steenweg van Leuven op Diest, die in uiterst slechten staat is?

ANTWOORD.

Er kan geen sprake van zijn, de baan van Leuven op Diest te herstellen, vermits de hernieuwing van den steenweg eerst dezer dagen werd voltrokken.

Men heeft kunnen vaststellen dat op sommige plaatsen een deel kasseien ietwat gezakt waren, doch reeds sedert verscheidene dagen zijn de slechtste plaatsen opgelicht en de andere zullen het worden zoodra het weder het toelaat. Op al de onlangs hernieuwde kasseien zijn er op sommige plaatsen een deel kasseien, die ietwat zakken, doch dit is van weinig belang.

VRAAG.

Wanneer zal men de nieuwe algemeene verordening op de politie van het verkeer in werking doen treden?

ANTWOORD.

Ten gevolge van het goedkeuren, door den Senaat, van het wetsontwerp op het verkeer met motorrijtuigen, en van de Internationale Conferentie, gehouden te Parijs in October 1909, hebben de betrokken besturen het ontwerp van verordening, dat men opmaakte, opnieuw in handen moeten nemen. De nieuwe bepalingen zullen eerlang kunnen afgekondigd worden.

VRAAG.

Hoever staat het met het opmaken van de lijst der plaatsen die moeten beschouwd worden als bebouwde deelen langs de Rijkswegen?

ANTWOORD.

De lijsten, welke ik heb doen opmaken, worden eerlang bekendgemaakt.

VRAAG.

Op welke wegen zal de heer Minister dit jaar overgaan tot proefnemingen met beteering tot wering van het stof, opgejaagd door de motorrijtuigen?

ANTWOORD.

Tot soortgelijke proefnemingen zal worden overgegaan op de Tervuerenlaan, op de steenwegen van Lanaken op Maaseik, van Angleur op Esneux, van Wépion op Dinant, en waarschijnlijk nog op andere banen.

VRAAG.

Sedert 1907 werden geene examina meer afgenomen voor de werving der toegevoegde klerken en der opzichters bij de Bruggen en Wegen.

Kan de heer Minister niet voorschrijven dat dergelijke examina eerlang worden ingesteld, eensdeels, onder de gewone kantoorhelpers en de helpers-teekenaars en, anderdeels, onder de helpers-opzichters die thans in dienst zijn?

De Middenafdeeling uit den wensch dat voor deze examina zou dienen juist hetzelfde programma als voor de in 1907 afgenomene, vermits de huidige helpers zich niet konden voorbereiden tot proeven over meer uitgestrekte vakken. Anderdeels, hoopt zij dat al de thans in dienst zijnde helpers worden toegelaten tot de examina, uitgezonderd de kandidaten die vreemd zijn aan de practijk van den bestuursdienst. Deze laatsten dienden maar gemachtigd te worden het examen te onderstaan, indien niet genoeg thans in dienst zijnde helpers slaagden in de opgelegde proef.

Met genoegen zou de Middenafdeeling vernemen dat de heer Minister deze zienswijze deelt.

ANTWOORD.

Ik was van plan, een bijzonder examen in te stellen voor al de helpers die, op 1 Januari van dit jaar, bij mijn departement werden aangesteld.

Met genoegen kan ik de Middenafdeeling melden dat de datum voor dit examen eerlang wordt bepaald en dat de vakken van het programma dezelfde zullen zijn als voor de examina in 1907.

Vooralsnu is het niet noodig, nieuwe tijdelijke helpers-opzichters aan te werven.

VRAAG.

Uit de tabel van het personeel, op bladzijde 22 van het ontwerp van Begrooting, blijkt dat, zoo de staf aanzientlijker werd, de gewone getalsterkte in vele lagere posten niet is bereikt.

Er zijn bevorderingen te geven.

Daarop vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den heer Minister van Openbare Werken.

Insgelijks onderwerpt zij hem eene vergelijkende tabel van den jongsten loonstandaard. Volgens deze opgave, zou de loonstandaard schadelijk zijn

voor sommige belanghebbenden. Daarover zou de Middenafdeeling gaarne inlichtingen erlangen.

ANTWOORD.

De kaders worden aangevuld, zodra de rechthebbenden beantwoorden aan de door de reglementen gestelde vereischten om te worden bevorderd.

De inlichtingen, verschaft over den rooster van bevordering, zijn onjuist en veroorloven niet het gegronde van de klacht der belanghebbenden te onderzoeken.

VRAAG.

Op welken post van de Begrooting zijn uitgetrokken de kosten van aankoop en onderhoud der motorrijtuigen en motorbooten, waarvan de beambten van het Ministerie van Openbare Werken gebruik maken?

Zijn dereiskosten der ambtenaren, die de motorrijtuigen gebruiken, bepaald evenals ten tijde toen zij per spoor of anderszins reisden?

ANTWOORD.

De kosten voor den dienst van 's Rijks motorrijtuigen worden betaald op het artikel der Gewone Begrooting betreffende het onderhoud der wegen, sedert 1902, toen het toezicht per motorrijtuig werd ingesteld.

De twee motorbooten, die het bestuur van Bruggen en Wegen tot nogtoe bezit, werden aangekocht, de eene ten behoeve van den bijzonderen dienst op de vaarten in Limburg en Antwerpen, de andere voor het toezicht over de verbeteringswerken aan de vaart van Gent op Terneuzen.

De kosten van dien aankoop werden betaald met de kredieten op de Buitengewone Begrooting, onderscheidenlijk toegekend voor de werken van Luik op Antwerpen en voor de vaart van Gent op Terneuzen. De onderhoudskosten voor de twee motorbooten worden toegerekend op het artikel der Gewone Begrooting: « Onderhoud en verbetering van vaarten en rivieren » (artikel 12 van het ontwerp van Begrooting voor 1910).

Sedert 1902, en in afwachting dat een organiek reglement met bijzonder tarief, door de Rekenkamer gevraagd, den dienst der motorrijtuigen voor goed regelt, heeft de Rekenkamer tot nog toe aangenomen dat de reiskosten worden berekend evenals vóór 1902.

Deze voorloopige regeling zal eerlang eindigen.

VRAAG.

Eene Internationale Commissie is belast met het voorbereiden van de herziening der Overeenkomst, den 20ⁿ Mei 1843 tusschen België en Nederland gesloten tot regeling van den afvoer, naar Nederland, van de waters der lage landen in Vlaanderen. Deze Commissie deed langs de grens, zoo in België als in Nederland, een aanzienlijk opsporingswerk verrichten voor al de bestaande afvoerwegen.

Is dat werk, welks volvoering de heer Minister van Openbare Werken,

antwoordend op eene vraag, den 24^{en} Februari 1909 ter Kamer gesteld, als aanstaande aankondigde, nog niet voltrokken?

Den toestand van nagenoeg tien duizend hectaren lage landen in Oost-Vlaanderen, behorende tot de wateringén Zwarte Sluis en Isabella, hebben de belanghebbenden zoo erg geoordeeld, dat zij, uit hoofde van de vertraging, zonder aarzelen nagenoeg 8,000 frank hebben besteed om zelf, op Nederlandsch gebied, de vaart uit te diepen, die het water van hunne polders moet afvoeren naar den Braakman.

Zullen voor de uitdieping van die vaart, zooals de belanghebbenden vragen, door den Staat toelagen worden gegeven?

Zal men eerlang, om de ingezetenen de noodige veiligheid te verschaffen, overgaan tot het uitvoeren van de werken ten einde den grensdijk « Vrije Dijk » in goeden staat te brengen, de polderdijken ten zuiden van den Vrijen Dijk buiten dienst te stellen en de bovenwateren van Ertvelde, Bonchaute, Assenede en Zelzate, voordat zij in de polders stroomen, af te voeren naar den zijtak der vaart van Terneuzen, om eene meer gemakkelijke afwatering tot stand te brengen?

ANTWOORD.

Het werk, ter plaatse te verrichten met het oog op de studiën der Internationale Commissie voor de herziening van de Overeenkomst gesloten tusschen België en Nederland op 20 Mei 1843, is nagenoeg voltooid.

Nog heel onlangs werden onderrichtingen gegeven opdat het ten spoedigste voltrokken worde.

Mijn Bestuur onderzoekt welk gevolg dient te worden gegeven aan het verzoek van de vereenigde wateringén der Isabella en der Zwarte Sluis tot het bekomen eene toelage van den Staat uit hoofde van de kosten gedaan om te zorgen voor het afloopen van hun water langs den arm der Schelde, « Braakman » geheeten.

Het optreden van den Staat ware enkel te rechtvaardigen, indien de veroorzaakte kosten voor bedoelde werken geen uitsluitende last zijn van bewuste vereenigingen en indien het daarenboven bewezen is dat hier algemeen belang op het spel staat.

Mijn Bestuur doet thans overgaan tot de voorafgaande studiën om te weten welke werken noodig zijn tot bevestiging van den « Vrijen Dijk ». Zoodra bedoelde werken vastgesteld zijn, zal men eene overeenkomst moeten treffen met de belanghebbende polders voor het uitvoeren van die werken.

Het afleiden van het water der bovenlanden naar de vaart gelegen benevens de vaart van Gent op Terneuzen, wordt thans grondig bestudeerd door het bestuur van Bruggen en Wegen, opdat de Belgische afgevaardigden bij de Internationale Commissie in staat zouden wezen, aan deze degelijk gestaafde voorstellen aan te bieden.

VRAAG.

Herhaaldelijk verklaarde de heer Minister dat zijn bestuur bezig is met het opmaken van het ontwerp der zeestluizen te bouwen aan de Kruisschans, bene-

den Antwerpen, om den toegang van de schepen mogelijk te maken in het dokkanaal en in de zijdokken welke men thans aan 't graven is.

De Middenafdeeling wenscht te weten of, bij het opmaken van het ontwerp der toegangseul naar de sluizen van Kruisschans, het Bestuur rekening houdt met de noodzakelijkheid om aanzienlijke verzandingen te beletten, die dan ook zouden veel kosten aan de Schatkist en de scheepvaart erg belemmeren.

Het algemeen plan, aan het Parlement medegedeeld, voorziet eene eul die, ingeval de huidige reede van Kruisschans wordt behouden, nagenoeg anderhalven kilometer lang zou wezen.

Naar de meening van bevoegde mannen, zou eene zoo lange vaargeul jaarlijks verzanden met ten minste vijf honderd duizend kubieke meter.

Diende er niet, voor de sluis, eene plaats te worden aangewezen, waarbij, ingeval de reede aan de Kruisschans wordt behouden, de vaargeul eene lengte van slechts drie honderd meter hebben zou en de verzanding dan ook omtrent vijfmaal minder zou wezen?

ANTWOORD.

Zooals de Regeering het reeds herhaaldelijk verklaarde, is het algemeen plan der haveninrichtingen benoorden Antwerpen, dat aan het Parlement werd medegedeeld, slechts eene schets.

In de studiën betreffende het ontwerp der zeesluizen te bouwen aan de Kruisschans, — studiën die thans voltooid zijn —, trachtte het Bestuur, om zooveel mogelijk de verzanding te verminderen, aan de toegangsvaargeul enkel de lengte te geven, die noodig werd bevonden opdat de schepen hunnen loop kunnen stuiten alvorens de sluizen te bereiken.

Ingeval de huidige reede aan de Kruisschans wordt behouden, zal bedoelde vaargeul veel korter zijn dan de lengte waarvan sprake is in de vraag der Middenafdeeling.

Evenwel zou eene lengte van 300 meter klaarblijkelijk ontoereikend zijn voor eene vaargeul naar sluizen gebouwd om schepen toe te laten, die ten minste 300 meter lang zijn.

VRAAG.

Hoeverre staat het met de zware herstellingswerken aan de Kongreskolom?

Zal het monument ontdaan zijn van de stelling, die werd opgericht, tegen de aanstaande Wereldtentoonstelling te Brussel?

ANTWOORD.

Die werken zullen voltooid zijn en de maatregelen zijn genomen opdat het monument worde blootgelegd tegen 15 April.

VRAAG.

In hoeverre zal 's Konings paleis en dezès omtrek ontdaan zijn, tegen de

aanstaande Tentoonstelling te Brussel, van de stellingen en afsluitingen die werden opgericht?

ANTWOORD.

Misschien zal, op 23 April, nog enkel de stelling overblijven, vereischt ter voltooiing van 't beeldhouwen van de kroonlijst, dat overigens reeds ver gevorderd is.

De andere stellingen zullen weg zijn.

De bestaande afsluiting zal eerlang worden vervangen door eene voorloopige afsluiting met openingen erin, weinig hoog, en de werken tot het schikken van het paleizenplein zullen binnen drie of vier maand voltooid zijn.

VRAAG.

Op 29 December 1909, in den Senaat, antwoordende op de hun gestelde vragen, drukten de heeren Liebaert, Minister van Financiën, en Delbeke, Minister van Openbare Werken, zich uit over het onderhoud van de gebouwen der Civiele Lijst als volgt :

« *De heer Liebaert, Minister van Financiën. — « Eindelijk, wat betreft het » onderhoud van de Koninklijke woningen, dat onderhoud is ten laste van de Civiele » Lijst, uitgenomen de zware herstellingswerken; op burgerrechtelijk gebied zijn » deze laatste gelijkgesteld met de bouwwerken of herbouwingswerken, en » ten laste noch van de vruchtverbruiker, noch van den bewoner. Deze regel geldt » voor de Civiele lijst. »*

« *De heer Delbeke, Minister van Openbare Werken. — « Mijne Heeren, de achtbare heer Houzeau de Lahaie vraagt mij te wiens laste is gesteld het onderhoud van de gebouwen der Civiele Lijst. Het antwoord is heel eenvoudig : De » gebouwen der Civiele Lijst maken deel uit van de Koninklijke woning die het » Paleis van Brussel is. Bijgevolg is het gewoon onderhoud ten laste van de » Civiele Lijst. »*

De Middenaafdeeling verzoekt den heer Minister haar te laten weten :

1^o Wanneer de zware herstellingswerken zullen aangevangen worden, die sedert lang onontbeerlijk zijn aan de gebouwen der Civiele Lijst, namelijk het gedeeltelijk opnieuw berapen van de buitenmuren, het schilderen van de venster-ramen, van het houtwerk en van de gevels?

2^o Welke maatregelen voortaan zullen genomen worden opdat de vereischte zware herstellingswerken aan de koninklijke woningen bijtijds kunnen uitgevoerd worden?

Kan daartoe geen overeenkomst worden getroffen tusschen den Minister van Openbare Werken en de Civiele Lijst, opdat tot het omstandig onderzoek van de koninklijke woningen en dezer afhankelijkheden, met het oog zoowel op de kosten van gewoon onderhoud als op de kosten van zware herstellingen, op bepaalde tijden zou worden overgegaan door afgevaardigden én van den Minister van Openbare Werken én van de Civiele Lijst?

ANTWOORD.

1^o Het opnieuw herapen van de buitenmuren, het schilderen van de vensterramen, van het houtwerk en van de gevels der gebouwen van de Civiele Lijst, zal ondernomen en voltooid zijn tegen de opening der Wereldtentoonstelling.

2^o Dergelijke overeenkomst is wenschelijk en zal voorgesteld worden.

*
* * *

Het ontwerp van Begrooting werd aangenomen door al de aanwezige leden, buiten twee. De Middenafdeeling heeft insgelijks het verslag goedgekeurd.

De Verslaggever,
VERHAEGEN.

De Voorzitter,
ALP. HARMIGNIE.

